

[Texte]

ing force because Britain, France—and I think it was the Netherlands and Italy—had volunteered to be part of that force. But now, apparently, the Prime Minister of Israel has said they are not acceptable to him; that he would veto them as being involved in the force that would be needed there under the terms of the agreement with Egypt. Since that is the case, what is Canada's position if we are invited to be part of that force? If we are acceptable to both sides, would Canada participate in such a force now that these four countries apparently are not acceptable to one of the parties involved?

Mr. MacGuigan: Mr. Chairman, I am especially pleased to have that question because within the last week there was a misleading news report apparently stating my position on that, and we have drawn that to the attention of the reporters involved—in fact, we have a tape of what I said at the time.

We do not have a position as to what we would do if we received a request. That is strictly a moot point. We have not received a request, and I did not say that we had informed the United States that if asked, we would contribute. We have not made that decision. Indeed, we were informed several weeks ago by the United States, which with Israel and Egypt is involved in setting up the force, that we would not be needed and would not be invited because there were enough other participants.

• 1550

Mr. Crosbie (St. John's West): It is reported that Canada has indicated a reluctance to participate in this Sinai force. Is that correct? Is there any reluctance on our part? What is our attitude on the situation?

Mr. MacGuigan: We would not want to undertake a responsibility of that kind without very careful consideration. We are already present in the Middle East in one U.N. force, on the Golan Heights. We are also present in Cyprus. We I think would not be able to refuse an invitation to participate in a Namibia force if one were to be set up during 1982, according to the timetable the contact group has established, because of course of our connection over a period of years with that area through the contact group. So we would have to consider our action very carefully.

We have certainly not given anyone reason to believe we would leap to participate if we were invited, but we have not really come to a decision on that. We have not had to.

Mr. Crosbie (St. John's West): Apparently one of the reasons of the Prime Minister of Israel for rejecting these four European countries was their support for the participation of the PLO in further negotiations on the Middle East and the situation between the Arab countries and Israel and their support for the Saudi Arabian peace plan, which Israel opposes. What is the position of Canada on the participation of the PLO in future peace negotiations and what is our position on the so-called Saudi peace plan?

[Traduction]

que la Grande-Bretagne et la France, et je crois aussi les Pays-Bas et l'Italie, s'étaient portés volontaires. Mais il semble maintenant que le premier ministre d'Israël ait déclaré que ces candidats ne lui convenaient pas, qu'il opposerait son *veto* à toute participation de leur part à la force qu'il faudrait y maintenir en vertu de l'accord avec l'Égypte. Dans ce cas, quelle sera la position du Canada si jamais nous sommes invités à en faire partie? Si notre candidature convient aux deux parties, le Canada participerait-il à une telle force, vu qu'il semble maintenant que ces quatre pays ne sont pas acceptables pour l'une des parties en cause?

M. MacGuigan: Monsieur le président, je suis ravi que l'on pose cette question vu qu'il y a eu des articles erronés dans les journaux au sujet de ma position à cet égard, la semaine dernière. Nous avons attiré l'attention des journalistes en question sur le fait; en fait, nous avons une bande enregistrée de cet entretien.

Nous n'avons pas de position officielle advenant une éventuelle invitation. C'est justement une question dont on peut discuter. Nous n'avons pas reçu de demande à cet égard, et je n'ai jamais dit que nous avions informé les États-Unis que nous y participerions si l'on nous invitait. La décision n'a pas encore été prise. D'ailleurs, il y a plusieurs semaines les États-Unis, qui organisent la création de la force avec Israël et l'Égypte, nous ont informé que l'on n'aurait pas besoin de nous et que l'on ne nous inviterait pas, car il y avait assez de participants.

M. Crosbie (Saint-Jean-Ouest): Le Canada s'est dit peu enclin, paraît-il, à participer à cette force au Sinai. Est-ce exact? Y a-t-il une certaine répugnance de notre part? Quelle est notre attitude à ce sujet?

M. MacGuigan: Nous ne voudrions pas assumer une telle responsabilité sans en étudier attentivement tous les aspects. Nous sommes déjà présents au Moyen-Orient comme membre d'une force des Nations unies, sur les hauteurs du Golan. Nous maintenons également une présence à Chypre. De plus, nous ne pourrions refuser une invitation à participer à la force de Namibie si jamais on en créait une en 1982, selon l'échéancier qu'a établi le groupe de contact à cause, bien entendu, de nos liens dans cette région depuis quelques années. Nous devrions donc étudier attentivement une telle initiative.

Nous n'avons certes pas donné lieu à qui que ce soit de croire que nous nous empresserions de participer si jamais nous étions invités, mais nous n'avons pas vraiment pris de décision à ce sujet. En fait, nous n'avons pas dû le faire.

M. Crosbie (Saint-Jean-Ouest): Il semble que le premier ministre d'Israël ait rejeté la candidature de ces quatre pays européens entre autres à cause de leur appui à la participation de l'OLP aux négociations futures sur le Moyen-Orient, des relations entre les pays arabes et Israël et du projet de paix de l'Arabie saoudite auquel s'oppose Israël. Quelle est donc la position du Canada sur la participation de l'OLP aux négociations de paix futures et sur le prétendu projet de paix saoudien?